62. mauvaise utilisation du drapeau titre 4

L'abus frauduleux du drapeau du titre IV

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Le drapeau du titre IV a été créé et mis à part pour l'usage de nos sous-traitants territoriaux britanniques lors de l'exercice de nos pouvoirs délégués en vertu des dispositions de la Constitution des États-Unis d'Amérique. Le drapeau du titre IV est une version proportionnée spécifique de notre drapeau en temps de guerre, prêtée au sous-traitant territorial britannique pour être utilisée lors de l'exécution de fonctions déléguées en temps de guerre.

Il n'a jamais été autorisé ni destiné à conférer des pouvoirs de guerre. Le gouvernement territorial britannique, comme le gouvernement municipal de Washington, DC, n'a jamais été autorisé à déclarer la guerre, ni à utiliser le drapeau du titre IV de manière indépendante pour empiéter ou usurper sur l'autorité du gouvernement américain, de notre congrès continental et de nos États-Unis fédéraux américains. Congrès.

Le drapeau du titre IV n'a jamais été autorisé pour une utilisation autre que l'exercice par le sous-traitant des pouvoirs énumérés délégués et limités; il n'a certainement jamais été conçu pour être utilisé comme un "souverain" auquel les gens seraient encouragés à prêter allégeance en tant que serfs obligés de servir des morceaux de tissu représentant une république inconnue et non identifiée.

Nous ne pouvons que deviner que la république envisagée référencée dans le soi-disant «engagement d'allégeance» était la République fédérale disparue depuis longtemps opérée par le sous-traitant fédéral américain en vertu de la Constitution pour les États-Unis d'Amérique, mais étant donné le nombre de fraudes, de mauvaises la foi, l'usurpation et l'abus de confiance que nous avons connus, il pourrait tout aussi bien faire référence à une "république" territoriale britannique" opéré dans les mauvaises herbes aux Philippines, au Kenya ou en Mauritanie.

Une chose est sûre - le drapeau du titre IV a été beaucoup abusé et servi à des fins jamais prévues, y compris la fausse représentation de notre pays et de notre nation dans de multiples conflits mercenaires illégaux et pour maintenir l'apparence d'une condition de "guerre" et d'urgence en

temps de paix.

Cet abus a été entre les mains du gouvernement territorial britannique et des sociétés municipales du district de Columbia.

Nous avons noté que notre gouvernement actuel est en paix depuis 1814 et que chaque Américain est l'héritier des dispositions de ces traités de paix mettant fin à la guerre de 1812 depuis.

Nous avons noté qu'à la capitulation de l'armée de Robert E.Lee et des trois déclarations publiques de "Peace on the Land" publiées par le président Andrew Johnson, le drapeau de guerre du titre IV aurait dû être retiré de nos côtes et remplacé par notre drapeau en temps de paix à la place.

Le drapeau du titre IV a été remplacé par notre drapeau en temps de paix pendant une période relativement courte d'environ deux ans dans des installations fédérales, notamment des bureaux de poste, des ports d'entrée et des douanes tout au long des années 1860. Il y a des photos des conférences de l'homme libre où d'anciens esclaves des plantations se sont réunis pour célébrer la paix et la liberté.

Voyant leurs visages heureux quinze décennies plus tard, ils ne pouvaient pas savoir que des hommes mauvais et malhonnêtes exploitant les banques centrales d'Europe et des hommes tout aussi mauvais au Parlement britannique et au Congrès territorial complotaient déjà de les réasservir et de se lancer dans une municipalité Politique de la Corporation promouvant la «guerre perpétuelle» --- profit de la guerre, bien sûr.

Ainsi, alors que des générations d'Américains se sont loyalement battues pour et sous ce drapeau du titre IV, ce n'était jamais vraiment leur drapeau sous lequel ils se battaient. Ils combattaient plutôt sous un drapeau britannique du titre IV et agissaient comme des mercenaires sous contrat. Ces Américains croyaient également pleinement qu'ils agissaient comme d'honorables soldats et marins et agissaient avec juste cause pour défendre leur pays. Ils ne savaient ni ne rêvaient qu'ils étaient utilisés comme mercenaires bon marché par les banques centrales étrangères et les barons des voleurs industriels et les politiciens trahisons.

Les parties responsables de ces crimes et violations de confiance comprennent toutes les sociétés municipales, leurs franchises, leurs officiers élus, les membres de leurs congrès, leurs tribunaux, les barreaux, les membres de l'armée qui connaissaient la vérité et n'ont rien fait pour signaler ou s'y opposer, des membres des agences fédérales qui, de même, ne connaissaient pas et ne faisaient rien, les banques centrales ici et à l'étranger qui connaissaient et profitaient de ces crimes et ne faisaient rien pour les arrêter, les politiciens avaient l'habitude de promouvoir et de prolonger ces maux et usurpations flagrantes contre nos gouvernements nationaux légaux, les partis politiques qui ont sciemment promu la présélection des candidats et la substitution des fonctions politiques aux fonctions publiques et aux élections des entreprises substituées - dans la fraude - et présentés comme des élections publiques, les écoles qui n'ont pas enseigné aux gens leur histoire réelle ou bien autre chose, les scientifiques et les professionnels de la santé qui ont vendu leur âme pour des pots-de-vin et des subventions et qui ont politisé et paralysé les progrès scientifiques pendant des décennies, les facultés de droit qui n'ont pas enseigné le droit, les universités qui ont promu la politique pour les pots-de-vin et les dotations, les shérifs et toutes les autres lois

"officiers" d'application de la loi du ministère de la Justice, qui n'ont pas prêté serment et ont continué de revendiquer des pouvoirs et des pouvoirs d'exécution qui ne leur ont jamais été accordés, les commissions et conseils étrangers et les organismes de réglementation non autorisés qui n'ont aucune autorité, mais qui continuent de harceler les Américains et d'appliquer le Code administratif, tous ceux engagés dans la promotion et le profit de ce vaste jeu de con.

Des fraudes supplémentaires ont été perpétuées sur la base du drapeau du titre IV. Au moins deux générations d'Américains ont observé ce qui semblait être des drapeaux du titre IV entourés de tous côtés par des tresses criardes bordées d'or affichées dans toutes les salles d'audience du pays. Ceux qui ont demandé profondément ont été informés qu'il s'agissait du drapeau exécutif du président, mais après une enquête plus approfondie, il a été découvert que ce drapeau n'était qu'une décoration décrite comme "les couleurs nationales".

En d'autres termes, même le drapeau du titre IV a été usurpé d'identité et placé dans les salles d'audience de ces tribunaux privés pour donner délibérément aux gens l'impression que la procédure était une procédure judiciaire officielle liée à notre gouvernement, et qu'ils ont été obligés d'honorer et d'obéir à ces tribunaux --- alors qu'en fait ces procédures n'avaient rien à voir avec les personnes vivantes et ont en fait été construites comme un stratagème de fraude élaboré pour frauder les victimes américaines qui étaient maltraitées soit en tant que citoyens municipaux de les États-Unis ou en tant que Territoire britannique des États-Unis. Citoyens.

Cette fraude était d'autant plus déroutante qu'elle a été mise en scène à l'aide de leurs propres palais de justice et de ce qui semblait être leur propre drapeau, mais était en fait le drapeau du titre IV.

De 1860 à 2000, le seul véritable drapeau américain en preuve et témoignant des faits réels était un drapeau géant non-titre IV qui pendait en position frappée dans les chambres du Congrès et qui était considéré une fois par an comme le contexte de l'état annuel de l'adresse Nation. Les auteurs ont estimé qu'il s'agissait d'un avis public suffisant concernant l'état réel de notre nation - le reste concernait leur «nation», leurs sociétés municipales, leurs fonctionnaires, leurs préoccupations.

Le bien-être de ce pays et des personnes qu'ils ont été embauchés pour défendre et protéger, la continuation de notre gouvernement et de notre mode de vie, notre identité nationale, la préservation de notre histoire, notre paix et notre prospérité n'ont jamais été la préoccupation de ces abjectement criminels. employés et leur leadership organisationnel. Comment nous molleton plus efficacement et utiliser nos fils et nos filles et nos ressources naturelles pour promouvoir le profit de la guerre contre d'autres nations était bien plus leur intérêt quotidien.

Aujourd'hui, Joe Biden fait voler le drapeau arc-en-ciel LGBTQ au-dessus de la Maison Blanche mise en scène, et demain il peut piloter le crâne et les os croisés, mais aucune de ces sociétés municipales n'a de raison ou de droit de battre n'importe quelle version de notre drapeau, y compris le titre IV Drapeau, et l'utiliser pour nous dénaturer et dénaturer notre pays et même dénaturer notre statut de guerre.

Nous souhaitons que tous les drapeaux, en temps de guerre et en paix, soient conformes à notre statut réel, et en l'absence d'une véritable guerre déclarée par notre Congrès américain, nous

souhaitons que toutes les branches, départements et agences fédérales arborent la paix. Drapeau, parce que le gouvernement américain actuel est en paix et est en paix depuis 1814.

Une description directe de la bonne utilisation de notre drapeau en temps de paix entre 1787 et 1860 est enregistrée dans les premières pages du roman de Nathaniel Hawthorne, The Scarlet Letter.

Si le drapeau de la paix avait été hissé par la marine américaine tout au long de cette période, il aurait été très difficile pour les auteurs de promouvoir leur politique de guerre perpétuelle à but lucratif dans le dos du peuple américain. Au lieu de cela, la Marine et d'autres branches des Forces armées américaines réquisitionnées ont été mal dirigées pour arborer le drapeau du titre IV et l'utiliser pour induire l'idée que nous étions en guerre, en guerre constante, implacable, perpétuelle, en guerre, en guerre et en guerre.

Les conditions de la «guerre perpétuelle» adoptées par les banques centrales et les barons des voleurs industriels et les politiciens et les entrepreneurs de la défense présentaient de nombreux avantages pour les criminels. Cela signifiait des ventes pour les pourvoyeurs d'armes à feu et de fournitures militaires. Cela signifiait des pouvoirs coercitifs accrus et une position sociale pour les politiciens. Cela signifiait un flux constant d'ordres industriels et d'excuses pour demander des allégements fiscaux et des subventions et des considérations spéciales pour les barons industriels. Et cela signifiait un pouvoir accru pour contrôler des économies nationales entières pour les banquiers centraux.

Ils pouvaient tous invoquer et utiliser l'excuse de la "guerre" et ont convenu que cela allait bien tant qu'ils pouvaient proposer une sorte de déclaration exécutive impliquant la guerre tous les deux ans. Nous avons donc eu des soi-disant «ordres exécutifs» tous les deux ans concernant une sorte de «guerre» --- la guerre froide, la guerre contre la pauvreté, la guerre contre la drogue, et pendant tout ce temps, ce qu'on appelle vraiment à une guerre contre la guerre et ceux qui provoquent des guerres et glorifient des guerres et surtout, qui profitent des guerres.

Les décrets sont quelque chose qu'Abraham Lincoln a inventé de nulle part, qui permet au commandant en chef d'agir comme un dictateur virtuel sur tous les employés et agences fédéraux, mais ne s'appliquent pas du tout au grand public américain. L'abus de ces décrets a permis aux "présidents" des sociétés municipales d'agir en tant que dictateurs virtuels, d'abuser des pouvoirs législatifs, de "suspendre" les constitutions et de prendre d'autres mesures qui sont totalement en dehors de toute autorité jamais accordée à un bureau présidentiel.

Nous souhaitons la fin de l'utilisation et de l'abus des décrets pour réquisitionner les pouvoirs législatifs et violer les exigences de séparation des pouvoirs.

Nous souhaitons que tous les drapeaux du titre IV soient retirés et que notre drapeau américain en temps de paix soit hissé dans toutes les enclaves fédérales, ainsi qu'au Federal Capitol Rotunda et aux chambres du Sénat et de la Chambre, afin que le monde puisse enfin voir la différence entre l'Amérique et les sociétés municipales "américaines" qui ont été à l'origine de toute cette fraude, violence, dépravation, profiteur de guerre et avidité.

Ces sociétés municipales et les directeurs chargés de superviser leur fonctionnement légal nous ont profondément disservés et déformés tout ce temps, de 1860 à aujourd'hui.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

18 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:31 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:31 UTC by Bee